

Déontologie de la traduction et de l'interprétation en milieu judiciaire

En France, les traducteurs et interprètes judiciaires sont des experts judiciaires. De ce fait, ils doivent respecter, bien sûr, les règles de déontologie qui s'appliquent aux traducteurs et aux interprètes professionnels, mais ils sont soumis également à des règles plus strictes qui découlent de l'importance de la tâche qui leur incombe et du niveau de responsabilité qui sous-tend leurs interventions.

1) Les textes fondateurs

Il convient tout d'abord d'examiner les textes qui régissent les interventions des experts pour y trouver une quelconque piste.

La loi du 29 juin 1971 modifiée par la loi du 11 février 2004 dispose que les experts prêtent serment « *d'accomplir leur mission, de faire leur rapport, de donner leur avis, en leur âme et conscience* ». La loi prévoit aussi des sanctions disciplinaires pour « *manquements à la probité et à l'honneur* », même s'il s'agit de « *faits étrangers aux missions qui lui ont été confiées* ».

Enfin, le décret du 23 décembre 2004 indique comme conditions d'inscription que le candidat ne doit pas avoir « *été l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs* ».

Il convient de reconnaître que ces exigences morales, fort difficiles à préciser concrètement (comment définir avec précision ce que sont l'honneur, la probité et les bonnes mœurs), nécessitent des qualités qui vont au-delà de la stricte compétence professionnelle et renvoient à la personne de l'expert, à sa liberté et à son indépendance.

2) Les compétences professionnelles

Il semble évident que l'expert traducteur et/ou interprète doit avoir une activité en rapport avec la mission qu'il accomplit, en l'occurrence la traduction et/ou l'interprétation, et qu'il doit être expérimenté de manière à faire profiter la justice de son expérience. Force est de reconnaître qu'il y a encore du chemin à faire dans cette direction puisqu'il est encore trop fréquent que des personnes n'ayant aucune idée de ce que sont la traduction et l'interprétation soient nommées sur les listes d'experts.

Il faut bien sûr que l'expert ait une connaissance approfondie de sa propre langue, de sa langue de travail, des deux cultures impliquées, du fonctionnement de la pensée dans les deux langues, ainsi que du droit et de la procédure dans les multiples pays où sa langue de travail est parlée.

Etant donné qu'il est nommé en traduction et/ou en interprétation, il semblerait normal qu'un candidat ne soit pas retenu s'il ne maîtrise ou n'acquiert pas les techniques de la traduction et de l'interprétation ainsi que les techniques de recherche documentaire et terminologique nécessaires pour mener à bien ses missions. En effet, le traducteur et l'interprète interviennent à tous les niveaux de la procédure et traduisent les rapports des experts techniques, des services spécialisés de la police et de la gendarmerie, les pièces versées par les parties, etc. Or nul ne peut être une encyclopédie vivante, il faut donc savoir chercher et surtout trouver.

L'interprète doit, bien sûr, traduire l'intégralité de ce qui se passe au commissariat, en gendarmerie, au tribunal. Il faut qu'il place la personne étrangère dans les mêmes conditions que si elle était française. Un certain nombre de magistrats et d'avocats ont d'ailleurs des difficultés à comprendre cela. Certains magistrats trouvent que cela les gêne dans le déroulement de l'audience et renvoient les affaires avec interprète à la fin. Des avocats se plaignent que cela les perturbe et les empêche de se concentrer sur leur plaidoirie alors qu'ils sont les premiers à arguer du droit de la défense à bénéficier des services d'un interprète. Et pourtant, il ne viendrait à l'idée de personne de dire à un justiciable de langue française que ce n'est pas grave s'il n'entend pas ce que dit le magistrat ou le procureur parce qu'il a un avocat qui le lui expliquera ou qu'il n'est pas dramatique de ne pas savoir ce que dit son avocat pour le défendre ou le procureur dans ses réquisitions puisqu'il doit bien connaître la raison pour laquelle il se trouve au tribunal.

Tout ce que je viens d'exposer est, somme toute, tout à fait normal pour un professionnel de la traduction ou de l'interprétation et vous devez penser qu'il n'y a rien de neuf sous le soleil. Le problème vient peut-être du fait que les professionnels sont minoritaires parmi les experts traducteurs interprètes et les intervenants ad hoc même si, petit à petit les magistrats prennent de plus en plus conscience de ce que signifie travailler avec un interprète ou un traducteur.

3) Pratique et déontologie de l'expertise

Outre ces compétences professionnelles qui devraient être un critère fondamental lors de l'inscription d'une personne sur la liste des experts, il est demandé davantage à l'expert.

Dès qu'il accepte une mission, qu'elle provienne d'un officier de police judiciaire, d'un juge, d'un procureur, l'expert doit la remplir intégralement sauf en cas d'empêchement majeur. S'il est empêché pour cause de maladie, circonstances familiales exceptionnelles ou simplement parce qu'il y a un conflit d'intérêts dont il n'était pas conscient lors de l'acceptation de sa mission, il doit absolument en référer au juge ou au procureur chargé du dossier dans les plus brefs délais.

L'expert s'engage à accomplir lui-même sa mission. Il ne peut pas sous-traiter une mission judiciaire soit en confiant la traduction à un tiers, soit en envoyant son cousin, son neveu ou son voisin à sa place pour effectuer une interprétation (ceci n'est pas un exemple inventé). S'il se sent dépassé par le sujet, par exemple, dans le cas d'une traduction ou d'une interprétation hautement technique, il doit en informer le magistrat et demander à ce qu'un expert lui soit, dans la mesure du possible, adjoint. C'est très rarement accepté par les magistrats qui estiment que la traduction ou l'interprétation n'est pas une expertise et que nous devons nous débrouiller avec les moyens du bord.

L'expert doit rendre son rapport (en l'occurrence sa traduction) dans le délai imparti par le juge ou le procureur. S'il s'aperçoit en cours de mission qu'il lui sera impossible de respecter ce délai, il doit en aviser au plus vite le donneur d'ordre afin qu'une prorogation lui soit éventuellement accordée dans la limite du raisonnable.

S'il commet des erreurs, ce qui peut arriver à tout un chacun, il doit les signaler au plus vite par écrit.

Il est tenu à une exigence de formation. L'expert est nommé en fonction de ses qualifications, mais il faut qu'il se maintienne à niveau. Il lui faut régénérer ses connaissances linguistiques

et judiciaires et sa maîtrise des principes directeurs du procès et des règles de procédure pénales et/ou civiles car ces dernières évoluent constamment.

L'expert a un devoir de réserve et doit respecter un principe de discrétion et de confidentialité. Il n'y a pas de secret professionnel à l'égard du juge et l'expert doit donner son opinion en toute conscience. C'est le cas, par exemple, quand on lui demande de quel pays provient telle ou telle personne. Comment répondre ? Avec conscience et beaucoup de prudence.

Il doit avoir une attitude déférente et courtoise vis-à-vis des magistrats, des avocats et des parties, ce qui ne veut pas dire qu'il leur soit inféodé.

Car, outre la grande maîtrise et le sang-froid dont il doit faire preuve, l'expert doit être objectif, impartial, neutre et ne pas se laisser influencer par quelque partie ou intervenant que ce soit. Il n'est là ni pour défendre ni pour accuser et il ne doit pas se laisser prendre par l'émotion car les débats sont parfois violents, émouvants, révoltants.

L'expert doit être indépendant. C'est très important. Cela signifie qu'il ne peut pas exercer une activité contraire à sa fonction d'expert. Il n'est par exemple pas possible pour un policier ou un avocat d'être expert car il y aurait une confusion des rôles. Un expert interprète dirigeant une auto-école, par exemple, et intervenant comme interprète lors de l'examen du permis de conduire ne peut pas être indépendant, et pourtant ça existe. L'expert ne doit pas entretenir des relations qui le lient à un degré plus ou moins important à l'une des parties. Comment peut-on intervenir en toute indépendance si on entretient des relations amicales avec des juges, procureurs ou policiers qui sont aussi nos donneurs d'ordre ? Comment maintenir son indépendance vis-à-vis du système judiciaire si on ne fait qu'intervenir en justice et que cela devient notre seule source de revenus ? Le législateur a d'ailleurs prévu que notre fonction ne peut pas être une activité principale et n'est qu'une fonction annexe. Mais dans la réalité, nombre d'experts ne font que de l'expertise à longueur de journée.

Par ailleurs, il est impossible d'accepter une mission judiciaire en rapport avec une mission privée. Il nous arrive d'être requis par un tribunal pour une affaire dont nous ne connaissons pas le dossier et de nous apercevoir que l'une des parties est l'un de nos clients privés. Il faut alors prévenir le tribunal que nous ne pouvons pas intervenir. Très souvent, vu le faible nombre d'experts disponibles, le magistrat va réunir les parties et leur demander si elles voient un inconvénient à ce que ledit expert intervienne. Tout comme il est interdit de faire de la publicité de notre fonction d'expert, il est impensable de faire des démarches pour obtenir des missions. Et pourtant il ne se passe pas de semaines où on ne voit des personnes proposant leurs services dans les couloirs des tribunaux ou dans les commissariats en distribuant leurs cartes de visite ou en affichant des encarts du genre « traductions pas chères et rapides » « interventions 24 h sur 24 toutes langues ». Il est évident aussi qu'il ne faut pas accepter d'avantages monétaires ou autres ni accepter de remettre des objets, des lettres, des cigarettes, un téléphone portable à un prévenu, ce qui se voit fréquemment. L'interprète n'est pas là non plus pour conseiller l'une des parties ou clarifier un point de droit.

Pour simplifier, il faut faire preuve de prudence et de bon sens et s'efforcer d'agir avec honnêteté, impartialité, discrétion, compétence et indépendance, car les enjeux humains, économiques, sociaux sont énormes.

Enfin, ne serait-il pas normal d'exiger d'un expert, comme de tout professionnel, qu'il soit impérativement en règle eu égard aux dispositions sociales et fiscales régissant les travailleurs

indépendants, car l'expert est un travailleur indépendant aux yeux de la loi. Trop nombreux encore sont les experts qui ne sont pas en règle. Lors des négociations avec le Ministère de la justice pour la revalorisation de nos tarifs, l'UNETICA et d'autres associations participantes, a demandé que ce soit exigé, mais pour l'instant sans succès. Comment le système judiciaire français peut-il accepter, sans aucun contrôle, que des personnes nommées par les autorités ne respectent pas la législation ?

4) Conclusion

Voilà toutes les exigences qui s'imposent à l'expert traducteur interprète en France. Vous me direz que j'ai dépeint l'expert idéal et que la route est longue avant que tous les experts en traduction et en interprétation soient choisis en France sur la base de ces critères et se comportent dans le plus strict respect de ces règles. Et pourtant, pour les procès importants et médiatisés comme celui de l'incendie dans le tunnel du Mont-Blanc ou bientôt, dans le dossier de l'accident du Concorde, les autorités judiciaires sont conscientes qu'il faut faire appel à des professionnels auxquels on va offrir les meilleures conditions de travail. Nous avons déjà obtenu une revalorisation de nos tarifs représentant plus que le double du tarif précédent. Nous l'avons fait dans l'intérêt de tous les experts traducteurs interprètes. Mais il reste encore beaucoup à faire pour qu'un jour, tous les justiciables puissent bénéficier d'un service de qualité, que l'affaire ait de gros enjeux économiques ou non, car il y va, somme toute, de leur vie. Enfin nous fondons l'espoir que EULITA pourra permettre d'harmoniser le recrutement et les conditions de travail des traducteurs et interprètes judiciaires dans toute l'Europe et pourra nous aider à influencer sur les autorités judiciaires françaises pour que notre situation s'améliore.